N° 3559 — 11e Année — CINQ CENTIMES — Dimanche 5 Novembre 1899

RÉDACTION
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs. — Un an, 24 francs.

PETIT NORD
DE ROUBAIX-TOURCOING
Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas place de la Bourse, 10

Téléphone

M. DRON ÉLU MAIRE DE TOURCOING A L'UNANIMITÉ
Enthousiasme indescriptible

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

commencera **Lundi matin** la publication d'un nouveau feuilleton :

LE CLUB DES COQUINS

Par Alexis BOUVIER

le romancier populaire, auteur d'un grand nombre d'œuvres sensationnelles.

Notre nouveau feuilleton :

LE CLUB DES COQUINS

est une de ses créations les plus émouvantes et ne peut manquer d'obtenir un grand succès auprès de nos lecteurs.

L'UNION

Nous aurions pas mal de choses à dire en réponse à l'article que le *Réveil du Nord* nous a consacré hier, à propos de l'attitude des socialistes dans le dernier scrutin électoral de Tourcoing. Mais, nous estimons que les républicains ont mieux à faire, en ce moment, que de polémiquer les uns contre les autres. Nous estimons que jamais l'union qui s'est formée pour la défense de la République n'a été plus nécessaire : *et ce n'est pas pour des questions secondaires d'amour-propre que nous voudrions, quant à nous, risquer de la compromettre.*

Voici venir la réunion de la Haute-Cour, à laquelle seront déférés un certain nombre de conspirateurs et de factieux. Et voici également, dans quelques jours, la rentrée des Chambres, qui auront à prendre les mesures de sécurité républicaine attendues par le pays.

C'est l'heure pour les républicains de serrer les rangs, de s'élever au-dessus de leurs divergences de parti, et de se grouper autour du gouvernement qui aura à subir l'assaut de la coalition cléricale-méline-nationaliste.

La France entière nous a donné l'exemple : de tous les points du territoire, du sein de toutes les assemblées délibérantes, des Conseils généraux et des Conseils municipaux, des groupements républicains, radicaux, socialistes, *sont partis* des témoignages de confiance et de sympathie à l'adresse du gouvernement qui a accepté la tâche de sauver nos institutions démocratiques du danger qui les menace.

Il semble que nous nous retrouvions aux époques du 24 Mai et du 16 Mai, et que le même souffle patriotique traverse aujourd'hui nos généreuses populations.

Ainsi soutenu par le pays républicain tout entier, le ministère Waldeck-Rousseau est sûr de *triompher de ses implacables adversaires.* A la Chambre, sa majorité sera considérable, et, au Sénat, il ne rencontrera pas d'appréciable opposition.

Seules, nos divisions, ou des dissensions se produisant dans son sein, pourraient l'affaiblir : c'est l'unique espoir des ennemis de la République.

Mais, les républicains déjoueront ce calcul. Ils resteront unis.

Unis, bien entendu, non pour l'inertie, pour le piétinement sur place; mais pour l'action vigoureuse et décisive qui est la principale raison d'être de ce ministère, et dont il comprend lui-même la nécessité et l'extrême urgence.

Le procès de la Haute-Cour n'est qu'un commencement, bien insuffisant, des mesures qui s'imposent. On ne lui a pas donné l'extension qui aurait été nécessaire. On laisse échapper beaucoup de coupables. On n'a point su ou point voulu trouver dans nos départements les vrais et dangereux conspirateurs.

La condamnation de Déroulède et de ses complices royalistes n'en sera pas moins d'un salutaire exemple.

L'exécution des congrégations viendra ensuite, et ici encore le gouvernement est résolu à agir. *Il n'est besoin d'autre chose* que d'appliquer la loi. Les décrets de 1882 sont toujours en vigueur : il suffit de n'en plus permettre la scandaleuse violation.

En se jetant, comme elles l'ont fait, dans la mêlée politique, avec leurs jésuites, leurs assomptionnistes, et leurs *Croix*, avec les prédications violentes de leurs missions dans nos campagnes, les congrégations se sont posées elles-mêmes en ennemies ardentes et redoutables de l'Etat républicain. Il faut détruire ce foyer de fonctionnaires antirépublicaines.

Il y va de la *sécurité même de la République*, de son existence et de son avenir.

Une loi sur les associations complétera l'*œuvre de l'exécution des décrets de 1882*, et fera entrer enfin cette liberté dans notre législation républicaine, tout en assurant la défense de la *société civilisé* et en prenant des précautions contre la mainmorte.

Puis, il faudra aborder le difficile problème de l'épuration de l'armée, et poursuivre l'œuvre commencée par le général de Galliffet. Notre vieille armée — vieille par le commandement — a besoin d'être *transformée et rajeunie.* Il faut *rompre* résolument avec cette routine néfaste qui consiste à n'avoir que des vieillards fatigués à la fête de nos troupes. Après la juste décision qui a enlevé la nomination des généraux au Conseil supérieur de la guerre pour la restituer au ministre responsable, une nouvelle loi sur l'avancement doit permettre de rendre tous nos vieux généraux à un repos bien mérité, et d'appeler aux commandements d'armée et de corps d'armée des officiers dans la pleine possession de leurs moyens physiques et intellectuels.

Enfin, la loi Falloux devra être abrogée et remplacée par une législation qui arrache la jeunesse française à l'enseignement clérical.

Tel est le programme de demain, celui que le ministère Waldeck-Rousseau s'est donné pour tâche d'accomplir.

Est-il besoin d'en faire remarquer l'importance, et quelles conséquences aurait sa réalisation pour la sauvegarde et l'affermissement de nos institutions républicaines ?

Restons donc résolument tout ce qui pourrait nous détourner de cet objectif essentiel, *auquel nous devons tendre* de tous nos efforts et de toutes nos forces.

Et n'oublions pas un instant que c'est par l'union seule, une union persévérante et puissante, que nous atteindrons notre but.

Georges ROBERT.

Un regard sur le Soudan

Sous ce titre, la *Revue Blanche* publie, de M. Jean Rodes, qui a séjourné longtemps au Soudan, un article dont nous extrayons ce passage relatif à la traite des noirs :

Il y avait naguère deux grands producteurs d'esclaves : Samory et les colonnes françaises. La puissance de Samory n'est plus : nous restons les seuls maîtres du marché. Le conquérant noir avait besoin de captifs parce qu'il payait, de cette monnaie, aux dioulas, les chevaux, la poudre et les armes, et que, par cet appât, il attachait en outre à sa fortune de nombreux *guerriers. Nous en avons besoin, nous, pour* recruter nos tirailleurs, en excitant leur convoitise. Les promesses qui leur sont faites sont, d'ailleurs, largement tenues, et j'ai vu, moi-même, la cour du poste de Bomako emplie de femmes et d'enfants qui leur avaient été distribués.

A la veille du départ de la colonne Sikasso, j'ai entendu les officiers stimuler leurs hommes par cette perspective alléchante et, les parties ne suffisant pas, ils ont ensuite prêché d'exemple en se servant les premiers. Du reste, c'est ainsi que les choses ont toujours eu lieu : quand sur les ruines fumantes des cases incendiées, plus une plainte ne s'élève, quand, aux mains des noirs, les baïonnettes françaises ont accompli leur œuvre de carnage, le partage du butin commence.

Les scènes qui ont accompagné, l'année dernière, la prise de Sikasso n'ont été que la reproduction de celles qui avaient suivi le sac de Ségou, de Nioro et de tous les villages conquis par nos armes, avec cette aggravation toutefois que, n'imitant pas l'exemple du colonel Archinard, qui avait sauvé du partage les femmes de son adversaire, le colonel Audéoud a laissé à la disposition de ses lieutenants les femmes de l'héroïque Bé Bomba. C'est par centaines, par milliers, que nos colonnes incessantes augmentent ainsi le nombre des esclaves. Que l'on ait édicté des règlements protecteurs de l'esclavage, cela est donc parfaitement logique, c'est la précaution toute naturelle du producteur désirant éviter la dépréciation de sa marchandise.

On dit...

Qui veut des cils artificiels ? Voici la recette d'après la « Médecine française » :

Avec une aiguille enfilée d'un cheveu, vous faites sur le bord de la paupière un point de couture très serré.

Quand la paupière est ainsi ourlée, à l'aide de ciseaux fins vous coupez chaque point en son milieu.

Chaque bout de cheveu qui vous a servi de fil devient un cil.

On pleure bien un peu dans les premiers temps. Cependant l'industrie du cil artificiel nous paraît appelée à un bel avenir.

Plus de ces yeux rougis et dégonflés, qui font horreur ; mais une ombre chaste, blonde ou brune, à votre choix, et aussi longue que vous le désirez.

Ce sont des cils pareils qui ont causé les premiers malheurs de Numa Roumestan ; mais ils étaient collés et on les était le soir.

Les cils vraiment modernes, entièrement cousus à la main, conviennent enfin d'un cheveu, vous faites les instants.

OPINIONS

L'ARTICLE DU JOUR

De la « Petite République »

EN DÉLIRE

Il faut avoir la l'article publié hier par Drumont dans la *Libre Parole* pour avoir une idée de la folie belliqueuse que les nationalistes et les cléricaux tentent de communiquer à la France. Voici les dernières lignes :

Seul peut-être en France on homme aura éprouvé une impression de tristesse en apprenant la dessaisie anglaise. Peut-être, dans la retraite où il est, l'hebroique commandant Marchand se dira-t-il : « Si je n'avais pas été ignominieusement lâché par un gouvernement de lâches, j'aurais fait ce qu'a fait Joubert. J'aurais vu fuir devant des soldats français les troupes du sirdar Kitchener, comme Joubert a vu fuir devant des paysans boers les goddons fanfarons du général White.

Voilà qui est clair, et les antisémites regrettent tout haut qu'à propos de Fachoda, la France ne se soit pas engagée dans une guerre à fond contre l'Angleterre. Mais de quelles billevesées s'accompagne ce rêve ! Comment Drumont peut-il comparer la résistance des Boers défendant leur propre sol à l'action aventureuse de Marchand, perdu loin de la France dans les régions du Tchad ? Les Boers combattent à proximité de leurs foyers et l'Angleterre est obligée d'envoyer ses troupes à travers l'Océan.

Par quel moyen, au prix de quels efforts et de quels sacrifices, la France aurait-elle pu envoyer à Marchand, jusqu'aux sources du Nil, un corps d'armée capable d'arrêter l'expédition anglaise qui avait remonté la vallée du Nil ? Et comment notre marine, qui représente à peine un tiers ou même un quart de la force navale anglaise aurait-elle pu forcer le canal de Suez, ou lutter sur toutes les mers contre le pavillon anglais ?

Comparer la lutte des Anglais et des Boërs *dans le sud de l'Afrique à ce qu'aurait été le* conflit universel de la France et de l'Angleterre, est une de ces divagations « nationales » que des forcenés peuvent seuls se permettre. C'est de la folie pure : mais les nationalistes ont leur plan. Ils veulent exaspérer chez nous l'esprit chauvin : et ils espèrent qu'en répétant tous les jours à nos lecteurs que les Anglais auraient fui devant quatre hommes et un caporal, ils entraîneront la France à la guerre. Ils en ont besoin aujourd'hui comme l'Empire en avait besoin en 1870. La guerre sera pour eux une diversion « providentielle ».

Elle leur permettra d'arracher les conspirateurs monarchistes et cléricaux aux sévérités de la loi républicaine. Elle leur permettra de décréter l'état de siège, d'élever au-dessus de toute discussion les états-majors discrédités et d'arrêter le puissant mouvement de pensée qui emportera avant peu notre militarisme rétrograde. Ainsi les réactionnaires et cléricaux voudraient-ils bien entendre dans les rues de Paris le cri : A Londres ! écho du cri : A Berlin ! qui retentissait il y a trente ans.

Certes, oui plus que nous ne flétrit les excès de l'impérialisme anglais. Ces spéculateurs de la Cité, qui, servis par Chamberlain, ont poussé à bout les Boers, doivent être condamnés par l'humanité tout entière, et c'est une grande joie pour nous que nos amis socialistes d'Angleterre aient élevé une véhemente et courageuse protestation. Mais nous supplions les prolétaires de France de n'être pas dupes de la manœuvre réactionnaire. Ce n'est pas le capitalisme anglais, seul coupable, que veulent abattre les partis rétrogrades de France, c'est l'Angleterre libérale elle-même. Il s'agit, en excitant la haine contre l'Anglais, de souder la France à l'autocratie allemande et à l'autocratie russe. A côté des fanatiques comme Drumont, qui, pour la grande gloire de Dieu, nous lanceraient contre l'Angleterre, il y a les habiles du nationalisme qui veulent profiter de la guerre anglo-boer pour préparer l'alliance franco-germano-russe.

Quand il y a quelques jours j'annonçais cette manœuvre comme prochaine et probable, plusieurs m'ont reproché de risquer une hypothèse futile. Or, voici que le journal l'*Eclair*, qui est *en quelque sorte dans les questions de politique* extérieure l'organe officiel du parti militaire, nous prépare tout doucement à cette combinaison. Voici ce que dit Alphonse Humbert dans le numéro de jeudi :

Les journaux russes ne se gênent pas pour faire entendre que si l'Angleterre peut compter de la part des grandes puissances européennes sur une sorte neutralité pendant la guerre, elle doit s'attendre à compter avec elles quand il s'agira de régler le sort de l'Afrique.

Les Boers ne peuvent rien sans une concorde d'alliance positive. La France et l'Allemagne qui sont les plus intéressées à empêcher l'affaissement à la domination exclusive de l'Angleterre, pouvant exercer *leur influence pour établir une longue et solide* paix dans cette partie du monde.

Cette note, conclut l'*Eclair*, est à retenir. On avait dit que la Russie voyait d'un mauvais œil toute conciliation entre la France et l'Allemagne, et voilà qu'il n'en était rien.

Voilà où nous en sommes. Le journal quasi officiel de notre Etat-Major recommande à la France de s'allier à Guillaume II contre l'Angleterre. Nos braves généraux n'avaient qu'un souhait. Ils étaient assez gênés de Sa Majesté le Czar d'inquiétude de cette alliance. Mais puisque l'empereur Nicolas daigne nous y autoriser, nous allons nous mettre à genoux devant le petit fiaume II. O patriotisme, voilà de tes coups ! O chauvinisme, voilà ta logique ! Et comme il apparaît bien que c'est la réaction qui mène tout ! Sur du signe d'elle, les mêmes hommes qui sifflaient stupidement *Lohengrin* vont se précipiter aux genoux de Guillaume II pour lui demander aide et assistance contre l'Angleterre.

Le lendemain l'*Eclair* continue sa campagne encore directe :

Au moment où le comte Monravieov quitte Paris, il n'est pas sans intérêt de noter le rapprochement des bruits qui attribuent au tsar Nicolas II le projet de se rencontrer avec l'empereur Guillaume sur le territoire allemand. Sans aller jusqu'à voir dans cette démarche depuis longtemps déjà annoncée, d'ailleurs, le commencement de la fameuse alliance germano-franco russe, dont l'imagination hâtive des gazettes nomme déjà l'impuissante Angleterre, il n'est pas téméraire de penser que les événements d'Afrique et les conséquences qu'en peuvent sortir feront l'objet principal des conversations entre les deux empereurs.

Ainsi l'*Eclair* nous avertit doucement qu'une action commune de l'Allemagne et de la Russie pourrait bien se préparer contre l'Angleterre : n'est-ce pas dire implicitement que nous, les fidèles alliés de la Russie, nous ne pouvons nous dispenser d'adhérer à cette sorte de coalition ? S'allier directement à Guillaume II ? Oh ! non pas ! Mais rester unis à la Russie, qui elle, s'alliera à l'Allemagne. C'est par ces transitions subtiles et discrètes qu'on prépare la France à cette triple alliance qui est le rêve de nos chauvins réactionnaires. Il est vrai que Guillaume II va nous visiter la reine d'Angleterre, et cela inquiète un peu l'*Eclair*.

Mais il aime à penser que c'est une démarche toute familiale, et que Guillaume II n'en sera pas moins l'ennemi des Anglais. Et Alphonse Humbert enveloppe l'empereur allemand d'une tendresse inquiète. Pourvu que ces rosés d'Anglais ne surprennent pas la bonne foi de l'empereur allemand. Mais non, il est loyal, il est ferme en ses desseins, il ne jouera pas à Alphonse Humbert et à ses amis nationalistes le méchant tour de se dérober à leur vengeance : la touchante alliance de la France, de l'Allemagne et de la Russie s'accomplira contre la perfide Albion, et prétoriens du prince Nicolas et Guillaume, nous aurons la joie de crier : Vive les empereurs !

Jamais les panaches de nos généraux de coup d'Etat et le chapeau de Basile n'auront frémi d'une plus sainte allégresse. Jamais aussi la France n'aura été plus bas.

Jean JAURÈS

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique spécial

LA GUERRE

ENTRE

l'Angleterre et le Transvaal

Les Anglais, dans leur guerre du Transvaal, sont partis d'un point de vue faux, et — quel que soit d'ailleurs le résultat final de leur entreprise — cette fausseté de leur point de vue original apparaît aujourd'hui en toute clarté. On se rappelle les discours de lord Salisbury pendant la guerre hispano-américaine ; il ne s'agissait aux encore du Transvaal immédiatement, mais on sentait percer la menace prochaine, soit pour les Boers, soit pour d'autres. Lord Salisbury, faisant allusion aux victoires américaines, et toute son âme anglo-saxonne, gonflée d'orgueil, croyant le masque du diplomate, disait que certaines nations épuisées, décrépitées, dans leurs vieux cadres et leurs vieilles formules, devaient céder la place, tandis que les nations jeunes et libres devaient s'élancer à l'empire et renouveler la civilisation du monde !

Dans la lutte actuelle, lord Salisbury, comme M. Chamberlain, et généralement tout bon Anglais, a pensé, sans nul doute, que l'empire britannique était aux Boers, à peu près comme les Etats-Unis à l'Espagne, et que l'Angleterre représentait ici l'une de ces formes jeunes, vigoureuses, et d'un libre génie, qui, par le droit naturel de la vie, sont appelées à supplanter les vieilles formes usées. Or c'est là le point de vue faux qui est en train de coûter si cher aux Anglais, comme toute erreur de jugement coûte cher et quelquefois pendant très longtemps. S'il y a quelque analogie entre la situation réciproque des Etats-Unis et de l'Espagne d'une part et la situation réciproque de l'empire britannique et des Boers d'une autre part, c'est l'Angleterre qui tient la partie de l'Espagne et c'est le libre peuple du Sud-Africain qui tient la partie des Etats-Unis de l'Amérique du Nord ! Voilà ce que *lord Salisbury n'avait pas vu* dans la poussière soulevée par le tumultueux M. Chamberlain !

L'empire britannique, avec sa Chambre des lords, ses vieux états-majors, ses vieux résidus défodaïté rancie, ses vieux cadres, sa conception gothique d'impérialisme, que l'on croit nouvelle et moderne au Colonial-Office et qui n'est qu'une moisissure des siècles, — nous représente ici le passé et le petit peuple boer nous représente l'immense avenir ! Est-ce que les élèves de l'Université d'Oxford ne comprennent pas cela ? Ces soldats paysans qui marchent à la guerre, avec deux générations d'enfants derrière eux, ou plutôt en avant d'eux-mêmes, et les femmes manant le fusil, l'enseignant à leurs filles, le vieux Joubert et l'antique Krüger, mais tout cela c'est la jeunesse et la vie ! Ce sont les Romains et les Romaines, les Cincinnatus et les Scipion des bons temps de Rome, ce sont aussi les Français de 1792 et de 1793. Nous ne préjugeons pas la fin de cet épisode : ce n'est qu'un épisode. Nous disons seulement que l'Angleterre a juste aiguillé sa fortune dans le sens de l'Espagne et qu'elle a aujourd'hui une tournure toute espagnole.

Hector DEPASSE.

BRUIT

de la prise de Mafeking

et de la mort du général White

Le Liberté publie la dépêche suivante que nous ne donnons, d'ailleurs, que sous toutes reserves :

« *Berlin, 3 novembre.— Notre correspondant* de Londres, en affirmant il y a quelques jours que la prise de Mafeking devait être un fait accompli, ne se trompait guère.

« Cette nouvelle est aujourd'hui confirmée, dit-on, par des télégrammes venus ce matin.

« On affirme également, bien que le War-Office n'en ait rien dit à Londres, que le général White aurait été mortellement blessé — blessure ou suicide — après sa défaite.

« On se livre à toutes les suppositions dans les milieux militaires allemands, et l'on considère ce douloureux accident comme plaçant l'armée anglaise à Ladysmith dans une situation très critique. »

Investissement de Ladysmith. — Prise de Colesberg

Londres, 3 novembre.— L'absence absolue de nouvelles de Ladysmith au War Office confirme surabondamment la nouvelle donnée hier de l'occupation de Colenso par le général Lucas Meyer : toute communication est aujourd'hui coupée entre l'armée du général White et Durban. L'investissement est complet.

On se retranche derrière cette suppression de nouvelles sous ne pas publier les dernières reçues qui étaient très alarmantes.

La prise de Colesberg a vingt milles environ de la frontière de l'Etat libre, sur le chemin de fer à Bloemfontein, est confirmée.

Londres, 3 novembre. — Les *Central News* publient le télégramme suivant :

Ladysmith, mardi, 9 h. 15, soir.

Les Boers ont perdu des centaines de tués et de blessés. Les obus anglais ont fait de grands ravages dans leurs rangs. Ce qui le montre, c'est le fait que le général Joubert a écrit au général White pour protester formellement contre l'emploi inhumain de la liddite.

Les gros canons à longue portée qui viennent d'être montés, assurent à l'artillerie anglaise une grande supériorité sur l'artillerie boer.

Le nombre des prisonniers faits par les Boers est supérieur à 500.

Après la bataille d'hier, un armistice a été conclu à six heures pour permettre de recueillir les blessés et d'enterrer les morts.

Il est probable qu'un engagement important d'artillerie va se produire. Les batteries boers ne sont qu'à quatre milles de Ladysmith.

Le général Rock, blessé à Elandslaagte, a succombé à ses blessures.

Le moral des troupes est excellent. Nous espérons pouvoir *maintenir notre position.*

La réunion du conseil DE LA DÉFENSE NATIONALE

Londres, 3 novembre. — La réunion du conseil de la défense nationale avant-hier est un événement grave dans les annales de l'histoire de l'Angleterre. Il a fallu des raisons bien graves pour provoquer cette réunion extraordinaire.

D'après ce qui se murmure dans les milieux bien informés il résulterait :

1° Que la situation du général White est considérée comme désespérée et qu'un miracle seul peut le sauver. On a donné, en conséquence, l'ordre de former sur-le-champ, à Durban, une brigade de compagnies de débarquement tirées de tous les navires disponibles au Cap et d'y joindre un régiment de volontaires de Durban, et c'est avec ces trois mille hommes qu'on va tenter l'effort suprême pour dégager l'armée du général White. Le général Buller dirigera lui-même cette opération.

2° Que le gouvernement anglais a reçu de sir Alfred Milner des assurances formelles que depuis dix jours, 30.000 colons hollandais du Cap ont franchi individuellement et par bandes les frontières de l'état d'Orange pour se joindre aux troupes du Transvaal contre les Anglais.

3° Que le chiffre de l'armée du Transvaal dépasse 80.000 hommes, y compris les troupes de l'état d'Orange.

4° Que Durban n'est pas à l'abri d'un coup de main. Une colonne de 3.000 Boërs, s'en approchant par le Nord, est sous la conduite de Julius Meyer.

C'est à la suite de la réception de ces graves nouvelles que le conseil aurait arrêté la levée de 30.000 autres réservistes et que M. Balfour est parti aussitôt pour Balmoral soumettre à la signature de la reine Victoria un décret en conséquence.

Au Conseil Municipal de Paris

Adresse aux Républiques Sud-Africaines

Paris, 3 novembre. — M. Lamblin (de la droite) propose au Conseil « d'envoyer aux Républiques sud-africaines qui luttent pour leur indépendance, l'expression de sa profonde sympathie. »

M. Lebaupin déclare qu'il votera en faveur de cette proposition ; mais il ajoute « que les républicains du Conseil doivent en même temps manifester leurs regrets qu'une guerre ait pu s'engager au lendemain de la conférence de la Haye et protester contre l'attitude de l'Europe qui laisse le fort écraser le faible.

Malgré le préfet de la Seine qui fait les plus expresses réserves, la proposition de M. Lamblin, reprise et modifiée par M. Labusquière, est adoptée.

LA HAUTE-COUR

Paris, 3 septembre. — M. Dubuc, l'un des prévenus du complot, a écrit ce matin à M. Fallières pour protester contre l'enlèvement de ses vêtements militaires dont il était revêtu comme réserviste, au moment de son arrestation.

M. Dubuc a sommé M. Fallières de lui faire rendre son uniforme d'artilleur, et de rependre les vêtements civils qu'on lui a apportés en échange. En attendant, le prévenu a refusé de les utiliser et il est resté couché toute la journée.

M. le procureur général Bernard, indisposé depuis une dizaine de jours, est aujourd'hui rétabli. Il s'est rendu au Luxembourg dans l'après-midi.

Paris, 3 novembre. — Le baron de Vaux, inculpé dans le procès de la Haute-Cour, est rentré de Belgique la nuit dernière.

Il s'est présenté dans l'après-midi au Luxembourg, pour se constituer prisonnier.

M. Fallières, après en avoir conféré avec le *procureur général a fait répondre au baron de* Vaux qu'il ne pouvait pas le recevoir.

Ce dernier s'en est allé en disant qu'il reviendrait.

COMMISSION DU BUDGET

Paris, 3 novembre. — La commission du budget a adopté, sur le rapport de M. Dubief, le budget spécial de l'Etat.

Sur le rapport de M. Berteaux elle a adopté les chapitres réservés du budget des postes et notamment les améliorations de traitements pour les commis. Ceux-ci recevront intégralement les avantages dont le principe avait été antérieurement accepté par les Chambres. De plus ils pourront atteindre désormais par un avancement gradué, les traitements de 3300 et de 3600 au lieu des 3000 francs qui constituaient la limite extrême de leurs traitements.

Ces décisions sanctionnent l'accord intervenu entre la commission et le ministère des postes et télégraphes sur ces différents points.

La commission du budget a adopté sur le chapitre 6 du budget du ministère du commerce, la substitution aux adjoints militaires, chargés de la surveillance dans les écoles d'arts et métiers de membres de l'enseignement primaire.

La commission a repris ensuite l'examen du budget de la guerre.

Sur le chapitre 16 — soldes de l'infanterie — elle a prononcé une réduction de 68.000 francs.

Le chapitre 17 — cavalerie — est adopté sans modifications.

Sur le chapitre 18 — artillerie — réduction de 104.000 fr.

Chapitre 19 — génie — réduction de 45.000 francs.

Sur les chapitres 20 à 25, la commission a opéré des réductions.

Sur le chapitre 25, la commission, sur la proposition du rapporteur a fixé à 20 fr. 50 le prix d'un quintal de blé étoile d'après les propositions du ministère de la guerre à 21 fr. 50. Elle a en outre réduit l'approvisionnement de paix de guerre à 20.000 quintaux.

Elle a ensuite supprimé les approvisionnements de savon de Marseille. L'approvisionnement de saindoux est également supprimé. Les chapitres 26 à 29 sont adoptés sans modifications importantes.

Le chapitre 30 est réduit de 194,000 fr. Le chapitre 31 : indemnités de route et de déplacement, est réduit de 400,000 fr. Le chapitres 32 : indemnités extraordinaires, subit une réduction de 87,000 fr.

Chapitre 33 : Habillement et campement, est réduit de 16,000 fr.

Le chapitre 34 : Habillement, campement, materiel, est réduit de 128,000 francs.

Le chapitre 35 : Lits militaires, est réduit de 82,350 francs.

Après avoir adopté les autres chapitres avec quelques réductions, la commission a décidé que dans la séance de demain, avant de reprendre la suite de la discussion du budget de la guerre, on examinerait le budget de la justice.

D'autre part, la commission, en considération de la réduction des effectifs, a vamené le taux des congés à 8 0/0 au lieu de 9 1/2, taux moyen des deux dernières années.

L'accident de chemin de fer de Thouars

Paris, 3 novembre. — L'enquête sur l'accident de chemin de fer de Thouars se poursuit par les soins du parquet, de la Compagnie de l'Etat et du contrôle administratif. L'hypothèse émise hier que le mécanicien Sorel, du train de voyageurs, n'avait pas observé les signaux d'arrêt de l'entrée de la gare de Thouars, semble se confirmer, et cet agent a été mis à la disposition du juge d'instruction.

Les nouvelles des blessés qui ont été ramenés à Paris, sont généralement bonnes.

M. Cunéo d'Ornano a supporté sans trop de fatigue la réduction de fractures à laquelle est procédé les docteurs Pelinet et Charrier. La nuit a été relativement calme et, ce matin, toute crainte de complication semblait devoir être écartée.

Dans la soirée d'hier, M. Waldeck-Rousseau, président du conseil, a fait prendre des nouvelles du blessé.

M. Lubet-Barbon a passé une nuit assez agitée, mais ce matin son état était plus satisfaisant ; la fièvre avait presque complètement disparu.

M. Beycher et Mme Loviot sont également considérés comme hors de danger ; M. Rotou, enfin, a pu se lever aujourd'hui ; ses blessures, d'ailleurs, ainsi que nous l'avons dit, étaient très légères.

D'autre part, aucune nouvelle inquiétante des blessés soignés à l'hôpital de Thouars n'est parvenue à la Compagnie de l'Etat.

Les obsèques du mécanicien Benot et du chef de train David auront lieu demain matin, à Bressuire.